

Conjoncture

Le taux de chômage en 2012 : la Bretagne perd sa première place

Le marché du travail breton ne semble plus aujourd'hui protégé de la crise comme lors des années précédentes. Les signes de fragilité se multiplient. Avec une hausse du taux de chômage plus marquée qu'au niveau national depuis mi-2011, la Bretagne n'est désormais plus la région la moins exposée de France. En 2012, l'emploi a décroché et la région détient le record national de l'augmentation du nombre de demandeurs d'emplois. L'orientation sectorielle de l'économie régionale explique à elle seule une part importante de ces difficultés, quelquefois accentuées par des effets locaux. Très présents en Bretagne, l'industrie, notamment agroalimentaire, le tourisme et la construction ont connu une année difficile. Il en va de même pour l'intérim, également bien représenté dans la région.

Depuis mi-2008, la crise se poursuit. Les annonces d'entreprises en difficulté se succèdent, qui plus est dans des secteurs emblématiques de l'économie bretonne, telles les industries agroalimentaires. Dans l'industrie automobile également les mauvaises nouvelles s'amoncellent. L'éclaircie de l'année 2010, qui avait pu laisser croire à une sortie de crise, n'a pas duré. L'emploi se dégrade et le taux de chômage augmente fortement, plus vite même que pour l'ensemble de la métropole, ce qui est inhabituel et pourrait laisser penser à un décrochage spécifique de l'économie bretonne par rapport à celle de l'ensemble du pays.

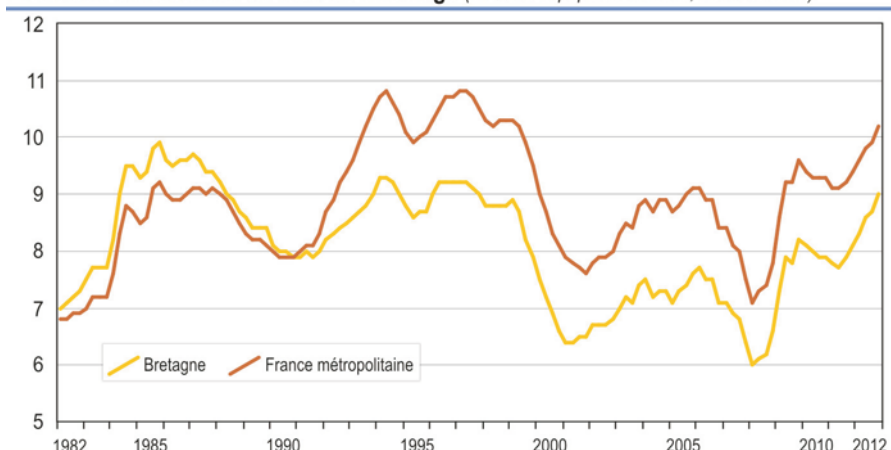
Hausse plus forte du taux de chômage breton en 2012

Jusqu'en 1990, le taux de chômage breton était supérieur à celui de la France métropolitaine. Les courbes se sont alors croisées et, en 1997, le différentiel dépassait 1,5 point en faveur de la Bretagne. Au cours des dix années suivantes, la Bretagne conservera un marché du travail plus porteur qu'en moyenne nationale.

Début 2008, le chômage en Bretagne n'était que de 6,0 %, un niveau historiquement bas pour la région. Au 3^e trimestre de cette année-là, juste avant la crise, la Bretagne acquiert, avec sa voisine des Pays de la Loire, la place de région la moins exposée au chômage et

Le taux de chômage breton reste inférieur au taux national

Évolution trimestrielle du taux de chômage (en % de la population active, données CVS)

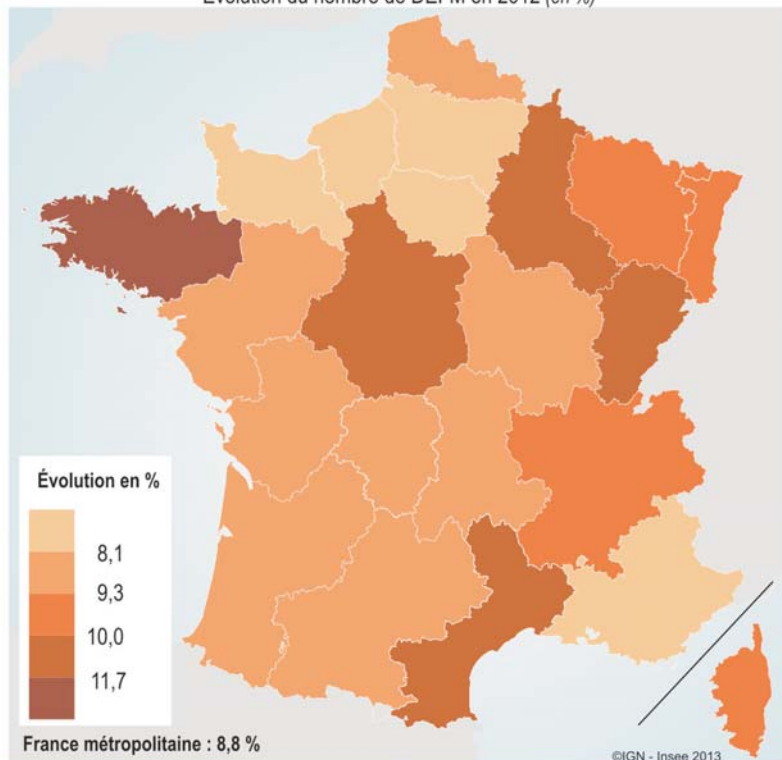


Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé

2^e région (avec les Pays de la Loire) avec le taux de chômage le plus faible derrière l'Île-de-France. Au total, même si l'augmentation a été plus forte sur la période récente, le chômage n'a pas plus progressé en Bretagne entre 2008 et fin 2012 qu'il ne l'a fait pour l'ensemble de la France ou, par exemple, pour les Pays de la Loire. Il n'en reste pas moins que cette croissance plus rapide et récente, se démarque des tendances d'avant 2011, où le taux de chômage breton subissait moins de soubresauts qu'au niveau national. Cela peut indiquer une fragilité du marché de l'emploi régional. En la matière, l'analyse des dynamiques de chaque composante du taux de chômage (emploi et demande d'emploi) permet de rendre compte des mécanismes à l'œuvre mais également du rôle de l'orientation économique de la région dans cette dégradation récente.

La plus forte augmentation du nombre de DEFM en 2012 est en Bretagne

Évolution du nombre de DEFM en 2012 (en %)



Champ : demandeurs d'emploi en fin de mois catégories A, B et C ; données CVS
Source : Pôle emploi - Dares, traitement Direccte

Un record national pour l'évolution du nombre de demandeurs d'emploi

En premier lieu, l'évolution du nombre de demandeurs d'emploi vient confirmer ces difficultés nouvelles.

En 2012, la Bretagne est en effet la région où le nombre de demandeurs d'emplois augmente le plus vite : 1,3 point de plus que la seconde région, le Languedoc-Roussillon, et + 2,9 points comparé au niveau national. En revanche, depuis novembre 2012, le rythme de croissance se ralentit plus en Bretagne que dans les autres régions.

Les régions comme la Bretagne où la population progresse le plus, sont également celles où le nombre de demandeurs d'emploi est susceptible d'augmenter le plus. Mais cet effet purement démographique, ne se traduit pas nécessairement par une dégradation du marché du travail. Néanmoins en 2012, l'accélération est nette par rapport aux années précédentes sur le front du chômage alors que la dynamique d'évolution démographique reste inchangée. La demande d'emploi a ainsi commencé à progresser depuis mi-2008 (point le plus bas) au même rythme qu'en France métropolitaine. Jusque fin 2011, la Bretagne fait partie de la douzaine de régions ayant les hausses de demandes d'emploi les plus conséquentes. Puis la situation s'est encore plus dégradée sur l'année 2012.

conservera cette position pendant près de 4 ans, jusqu'au 2^e trimestre 2012. Durant cette période, le taux de chômage breton réagit plus faiblement aux variations conjoncturelles : il baisse et augmente moins vite que le taux national.

Au 2^e trimestre 2012, la Bretagne perd son leadership au profit de l'Île-de-France, à la faveur de plusieurs trimestres consécutifs où la dégradation de son marché du travail se

révèle plus prononcée qu'en moyenne nationale. Au 4^e trimestre 2012 en effet, la Bretagne poursuit une série de 6 trimestres consécutifs sans voir son taux de chômage évoluer plus favorablement qu'en moyenne nationale. Un fait qui, sans être inédit depuis 30 ans, s'avère assez exceptionnel.

Toutefois, fin 2012, le taux de chômage reste inférieur de 1,2 point au taux national (même écart qu'en 2008) et la Bretagne est encore la

Au final, de juin 2008 à février 2013, le nombre de demandeurs d'emploi a augmenté de 60 % en Bretagne contre 54 % pour la

France métropolitaine. La Bretagne fait partie des régions les plus touchées par la croissance de la demande d'emplois, en 5^e position derrière Rhône-Alpes, la Lorraine, l'Alsace et la Corse. Le nombre de demandeurs d'emplois est ainsi passé de 136 700 de juin 2008 à 219 000 en février 2013.

Des difficultés particulières pour les jeunes hommes et les femmes en Bretagne

Quels que soient la tranche d'âge ou le sexe, le nombre de demandeurs d'emploi a progressé bien plus vite en Bretagne qu'en France. Le chômage masculin augmente plus rapidement que celui des femmes. La demande d'emploi des hommes jeunes a explosé, tout comme celle des femmes et hommes âgés de 50 ans ou plus. Ces résultats sont également vrais pour l'ensemble de la France, mais la comparaison avec la situation nationale n'est pas sans enseignement. En effet, le nombre de jeunes hommes de moins de 25 ans demandeurs d'emploi a progressé à un rythme bien supérieur en Bretagne (+ 18 % contre + 12,5 %), ce qui laisse supposer des difficultés particulières d'intégration sur le marché du travail des jeunes Bretons. D'une part, les jeunes les plus qualifiés (cadres ou professions intermédiaires) ont l'habitude de quitter la région pour trouver leur 1^{er} emploi mais la crise a pu ralentir ces mouvements. D'autre part, les jeunes sont surreprésentés dans les secteurs les plus touchés par la mauvaise conjoncture économique tels l'intérim, les industries agroalimentaires, la construction, le commerce et l'hébergement-restauration.

Par ailleurs, pour les femmes âgées de 25 à 49 ans, l'augmentation de la demande d'emploi est plus prononcée qu'en métropole (+ 10,8 % contre + 6,4 %).

Enfin, le décompte des inscriptions et des sorties de Pôle Emploi fait apparaître que les sorties ont évolué plus défavorablement dans la région qu'au niveau national. En revanche, les entrées ont fortement augmenté en Bretagne comme en France. Ainsi, le différentiel avec le niveau national s'expliquerait par des difficultés plus marquées à retrouver un emploi.

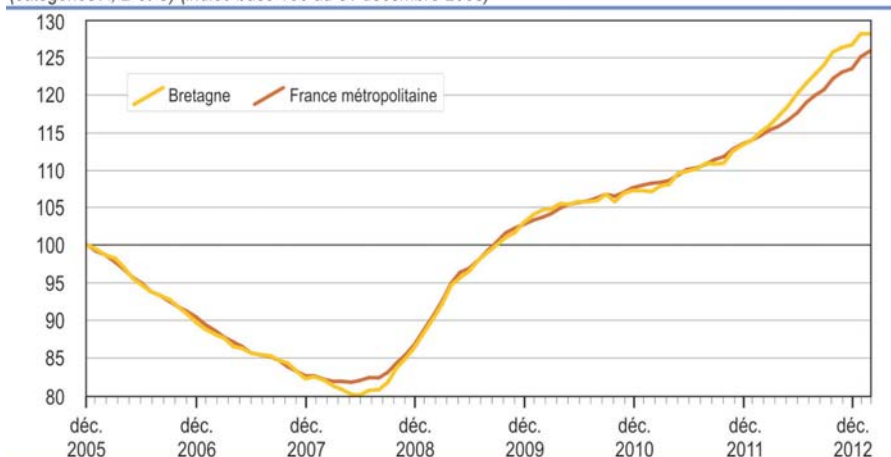
La forte présence des industries agroalimentaires en Bretagne accentue la demande d'emploi

Au cours de l'année 2012, si le nombre de demandeurs d'emplois par secteur d'activité

La demande d'emploi progresse plus vite en Bretagne

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à pôle emploi

(catégories A, B et C) (indice base 100 au 31 décembre 2005)



Champ : demandeurs d'emploi en fin de mois catégories A, B et C ; données CVS ; les séries de la France métropolitaine sont également corrigées des jours ouvrables

Note : données mensuelles

Source : Pôle emploi - Dares, traitement Direccte

antérieur avait connu les mêmes évolutions qu'au niveau national, la demande globale d'emploi en Bretagne aurait progressé quasiment au même rythme que la métropole. Sur ce critère, les trois quarts de l'augmentation des demandeurs d'emploi en Bretagne résultent donc des mêmes difficultés que celles que connaît le niveau national.

Cependant, en Bretagne, certains secteurs accentuent les effets de la crise. Ainsi, le poids plus important des industries agroalimentaires dans la région (9,4 % des emplois contre 3,5 % pour la métropole) intensifie la dégradation de la demande d'emploi en Bretagne. Le commerce, la restauration contribuent aussi à cet écart. La baisse de la consommation et celle de la fréquentation touristique en Bretagne ont sans doute ainsi notablement accentué les difficultés économiques de la région. Ces éléments contribuent à la dégradation de l'emploi.

La construction et les industries agroalimentaires en souffrance

En second lieu, en 2012, l'emploi salarié a plus diminué en Bretagne qu'en France métropolitaine (- 0,8 % contre - 0,6 %) bien que la dynamique démographique, plus favorable en Bretagne, aille dans le sens d'un constat inverse, même à contexte égal sur le front du marché du travail. La Bretagne se situe à la 9^e place des régions françaises, les évolutions oscillant entre + 1,2 % pour la Corse et - 2,5 % pour la Franche-Comté. Au total, la Bretagne a perdu près de 6 000 emplois,

dont 3 000 dans l'intérim, 1 500 dans la construction et 1 000 dans l'industrie agroalimentaire.

Le secteur de l'intérim concentre les emplois intérimaires des autres secteurs. Il contribue le plus aux pertes d'emplois car il est très sensible aux variations de l'activité. Les emplois intérimaires ont surtout disparu dans l'industrie et la construction. Mais ces pertes ne concernent pas l'industrie agroalimentaire car l'évolution de l'emploi intérimaire y a été positive sur l'année. Ces recrutements sont intervenus fin 2012 atténuant les pertes d'emplois, mais n'empêchant pas la dégradation de l'emploi hors intérim de ce secteur. Dans la construction, les pertes d'emploi sont un peu plus conséquentes en Bretagne qu'en France métropolitaine mais l'emploi s'est dégradé plus fortement dans 13 autres régions (notamment - 4 % en Haute-Normandie). Comme en France, mais dans une moindre mesure, les services marchands ont été créateurs d'emplois.

Entre la fin 2001 et 2008, l'emploi a évolué plus favorablement en Bretagne qu'en France métropolitaine (+ 8 % contre + 3 %). Au cours des trois premières années de crise (2008 à 2010), la Bretagne a également mieux résisté que la moyenne nationale. Mais depuis 2011, l'évolution de l'emploi est moins favorable en Bretagne que dans l'Hexagone avec une moindre hausse sur 2011 et une plus forte baisse en 2012. Cette situation nouvelle est là aussi signe de fragilité, d'autant plus que des pertes d'emplois

Les pertes d'emplois en 2012 résultent de la structure régionale des activités

Évolution réelle et théorique de l'emploi entre les 4^e trimestres 2011 et 2012

	Évolution constatée	Évolution calculée*
Industrie	- 1 654	- 1 699
Fabrication de denrées alimentaires, de boissons et de produits à base de tabac	- 1 016	- 617
Cokéfaction et raffinage, industries extractives, énergie, eau, gestion des déchets et dépollution	236	144
Fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques; fabrication de machines	- 317	- 148
Fabrication de matériels de transport	- 19	23
Fabrication d'autres produits industriels	- 538	- 1 101
Construction	- 1 545	- 736
Tertiaire principalement marchand	- 2 784	- 3 211
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	- 701	- 914
Transports et entreposage	- 43	- 233
Hébergement et restauration	- 611	236
Information et communication	455	106
Activités financières et d'assurance	648	202
Activités immobilières	- 108	- 92
Activités scientifiques et techniques ; services administratifs et de soutien; hors Intérim	941	894
Intérim	- 3 011	- 3 478
Autres activités de services	- 354	67
Total emploi salarié**	- 5 983	- 5 646
Total emploi salarié s'il avait évolué comme au national		- 4 187
Effet structurel		- 1 459

(*) Calculée sur la base de l'évolution nationale de chaque secteur

(**) Total = Industrie + construction + tertiaire principalement marchand

Lecture : la Bretagne a perdu réellement 5 983 emplois. Si l'emploi breton avait baissé de 0,6 % comme au niveau national au lieu de 0,8 %, elle aurait perdu 4 187 emplois. Et si l'emploi de chaque secteur avait évolué comme en France, la Bretagne aurait perdu 5 646 emplois. La différence entre 5 646 et 4 187, soit 1 459 emplois, résulte des poids différents de chaque secteur économique entre la Bretagne et la France (effet structurel).

Source : Insee, estimations d'emploi

sont annoncées dans les IAA et l'industrie automobile.

Les pertes d'emplois en 2012 résultent principalement de la structure régionale des activités

Si, en 2012, l'emploi breton avait globalement baissé au même rythme que pour la France, la Bretagne n'aurait perdu que 4 200 emplois au lieu des 6 000 constatés. Cependant, la structure des activités en Bretagne n'est pas identique à celle de métropole : certains secteurs sont plus présents, d'autres moins. Si l'on prend en compte cette différence de structure et si chaque secteur d'activité avait évolué comme au niveau national, les pertes d'emplois auraient alors été de 5 600 personnes. La dégradation plus forte de l'emploi breton est donc presque en totalité imputable à la structure des activités et non à des difficultés propres à la région. La relative spécialisation de la région dans les

industries agroalimentaires explique en partie cet impact plus marqué de la crise. Cependant, dans le détail, certaines activités ont plus souffert de l'activité régionale peu porteuse, alors que d'autres ont mieux résisté, les gains et les pertes se compensant. Ainsi, les secteurs de la construction et l'hôtellerie-restauration ont plus souffert en Bretagne. Les deux dernières saisons touristiques, plutôt mauvaises, ont pu en accentuer les difficultés. L'emploi dans les industries agroalimentaires s'est également un peu moins bien comporté dans la région. En revanche, la fabrication de produits industriels autre que l'automobile et l'électronique ont mieux résisté qu'au niveau national.

Pas de décrochage breton mais des faiblesses

Sur la période récente, la Bretagne subit la crise de façon un peu plus prononcée que

l'ensemble de la France. Les secteurs d'activité qui constituaient des points forts de l'économie régionale, les industries agroalimentaires qui avaient au début peu subi la crise et même semblaient l'avoir atténuée, la construction et le tourisme, se révèlent aujourd'hui vulnérables. L'intérim, plus présent qu'au niveau national, accentue les pertes d'emploi rapides, mais permet également, comme en fin d'année, de rebondir. Si la crise n'a pas provoqué de décrochage de l'économie bretonne, elle en pointe cependant les fragilités, comme autant de signaux avertissant que l'emploi régional n'est pas à l'écart des contextes économiques nationaux ou internationaux.

■ Isabelle Baudequin - Insee

Définitions

Taux de chômage : pourcentage de chômeurs dans la population active (actifs occupés + chômeurs).

En application de la définition internationale adoptée en 1982 par le Bureau international du travail (BIT), un **chômeur** est une personne en âge de travailler (15 ans ou plus) qui répond simultanément à trois conditions :

- ne pas avoir travaillé (ne serait-ce qu'une heure) au cours de la semaine de référence ;
- être disponible pour travailler ;
- effectuer des démarches effectives de recherche d'emploi.

Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois (DEFM) à Pôle Emploi

Les demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) sont les personnes inscrites à Pôle Emploi et ayant une demande en cours au dernier jour du mois.

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi en catégories A, B ou C sont tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi. Certains sont sans emploi (catégorie A), d'autres exercent une activité réduite courte, d'au plus 78 heures au cours du mois (catégorie B). Enfin, ceux exerçant une activité réduite longue, de plus de 78 heures au cours du mois sont classés en catégorie C.

Pour en savoir plus

- [Bilan économique 2012 de la Bretagne](#) / Insee Bretagne. - Dans : *Octant Références* (2013, mai). - 53 p.
- [4e trimestre 2012 : Léger répit en Bretagne](#) / Carole Rieu, Marie-Paule Le Bris ; Insee Bretagne. - Dans : *Octant Références* ; Conjoncture n° 2 (2013, avr.). - 5 p.
- [Le marché de l'emploi en Bretagne au mois de mars 2013](#) / Direccte Bretagne. - Dans : *Indicateurs* (2013, avril). - 2 p.
- [Les taux de chômage en Bretagne au 4ème trimestre 2012](#) / Direccte Bretagne. - Dans : *Indicateurs* (2013, avril). - 1 p.
- [Les pays bretons dans la crise](#) / Adeupa, Audélor, Audiar ...[et al.] . - (2013, mars). - 12 p.
- [Demandeurs d'emploi inscrits et offres collectées par pôle emploi en Bretagne - Février 2013](#) / Direccte Bretagne, Pôle emploi Bretagne . - 2013.- 20 p.
- Direccte Bretagne (www.bretagne.direccte.gouv.fr)
- Insee Bretagne (www.insee.fr/bretagne)
- Insee (www.insee.fr)

Directeur de la Publication : Michel Guillemet

Rédacteur en chef : Jean-Marc Lardoux

Composition : Jean-Paul Mer

INSEE Bretagne

36, place du Colombier
CS 94439
35044 RENNES Cedex

ISSN 2105-1151 - © Insee 2013 - Dépôt légal : 2^e trimestre 2013

Pour tout renseignement statistique :
09 72 72 40 00 (tarification appel local)